



La géosociologie de la diaspora arménienne

Steven EKOVIKH*

La géosociologie s'enrichit d'une analyse des réseaux humains transnationaux. Parmi ces réseaux les plus anciens, voire même antiques, on trouve les *diasporas*. Il existe déjà des analyses géostratégiques des *diasporas* tandis que la recherche théorique sur le concept de *diaspora* est relativement récente et assez riche¹. Prenons comme définition celle proposée, entre autres auteurs, par Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper dans leur ouvrage récent, *Diasporas et Nations* : « La *diaspora* ne devient un concept utile que s'il est utilisé exclusivement dans le cas où la dispersion de la population est vécue comme celle d'un même peuple ; où elle s'accompagne du maintien de liens objectifs ou symboliques, d'ordre culturel, politique ou caritatif, entre les groupes dispersés, généralement en situation de minorité, et pas seulement avec un lieu-dit "d'origine" ; où se maintient une forme de solidarité culturelle, sentimentale ou politique, plus ou moins active, entre les différents établissements du peuple ». Ajoutons que les *diasporas* se caractérisent par leur participation à la société dans laquelle elles sont installées, tout en maintenant leurs liens transnationaux ainsi que le mythe de l'unité du peuple et, éventuellement, le rêve d'un retour à un lieu imaginé comme originel. Ce mythe est particulièrement puissant s'il « invoque une catastrophe qui serait à l'origine de la *diaspora* »². Cette définition correspond exactement au cas arménien.

Dans la profusion actuelle et parfois abusive de l'emploi du terme « diaspora », l'exemple arménien reste un archétype historique, comme celui de la diaspora juive, ou même celle des Chinois. L'expérience des Arméniens relève de cette identité de l'exil, où Erevan joue le rôle de la ville promise, à

l'instar de Jérusalem pour les Juifs. Ceci étant dit, toute migration, même nombreuse, même plus ou moins forcée, ne se constitue pas nécessairement en *diaspora*. Il faut rappeler que certaines *diasporas* ont existé bien avant l'époque de l'État-nation et du nationalisme moderne. Dès lors, parler d'une communauté proprement transnationale relève d'une réflexion largement circonscrite à l'histoire contemporaine. Les empires multinationaux qui ont précédé l'essor des nations modernes étaient plus ouverts à la diversité des cultures minoritaires, au moins tolérées, tout en disposant d'un statut inférieur. La dispersion des peuples était un phénomène presque banal dans les espaces pré-nationaux. Ce n'est que depuis la fin du XVIII^e siècle que les États nations ont intégré le nationalisme dont le principe de légitimité a consisté à faire coïncider l'organisation politique avec le « peuple » ou la « collectivité historique ». En bref, l'État-nation se définissait par le projet de faire coïncider organisation politique, pratiques économiques et références identitaires dans un territoire unique, clairement défini par des frontières géographiques et politiques juridiquement stables³.

Une *diaspora* est une formation historique qui se construit par la volonté, le discours (y compris symbolique) et les échanges délibérément gérés par une élite. Les membres des catégories sociales de niveau culturel élevé disposent des moyens matériels et intellectuels nécessaires pour garder des contacts directs avec les établissements dispersés du peuple. C'est grâce au *leadership* de ces élites structurantes que la culture de *diaspora* est maintenue et propagée. Les professions intermédiaires, commerçantes ou intellectuelles, favorisent également le maintien des liens qui constituent le tissu relationnel de leur métier ainsi que les bénéfices fondés sur leurs réseaux économiques, familiaux et professionnels. Les élites entretiennent écoles, églises, rencontres organisées, système d'entraide économique et sociale, et fêtes collectives à la fois religieuses et ethniques. Elles œuvrent aussi à maintenir une solidarité interne entre riches et pauvres de leurs communautés en exil.

Depuis l'Antiquité, la route caravanière reliant Constantinople à l'Extrême-Orient traverse l'Arménie. À partir du XVI^e siècle, les guerres continuelles ont poussé beaucoup d'Arméniens à prendre cette route dans toutes ses directions. Ces derniers se trouvent par la suite présents à toutes

les étapes des grandes routes commerciales menant de la Chine et des Indes vers la Russie, la Méditerranée, l'Europe occidentale et la mer du Nord. Enrichis par ce commerce étendu, les négociants arméniens internationaux deviennent une véritable puissance, qui parfois traite directement avec les États. Peu à peu, une élite arménienne se constitue dans l'empire ottoman. Les changeurs arméniens font office de prêteurs ou de banquiers et deviennent indispensables aux pachas chargés de la ferme des impôts. Par exemple, en 1842 une centaine de familles arméniennes influentes fondent la compagnie d'Anatolie et de Roumélie, chargée de la collecte des revenus de l'empire. Autour de cette aristocratie financière gravitent de nombreuses professions libérales : médecins, avocats, architectes, ingénieurs, intellectuels, etc. À ces élites s'ajoute la formation d'une classe montante d'artisans⁴.

Il existe des peuples vulnérables en raison de leurs situations géographiques. Ceux qui ont la malchance de se trouver sur un territoire ouvert, facilement traversé par des armées, qui, de surcroît, sont un carrefour de civilisations, et plus précisément d'empires, rencontrent une destinée particulièrement douloureuse. L'Arménie historique n'a pas les mêmes frontières que la république d'Arménie actuelle, qui n'en est qu'une petite partie. Historiquement, le territoire de l'Arménie s'étendait sur 300 000 km² aux confins du Caucase, de la Turquie et de la Perse. On ne peut parler de peuple arménien qu'à partir du VII^e siècle av. J.-C., époque à laquelle la région fut investie par un peuple indo-européen qui se mêla à la population locale. Ce peuple se trouva souvent soumis à de nombreux envahisseurs. La situation géostratégique de l'Arménie, aux confins de deux continents, en fit la proie d'innombrables invasions : mongole, perse, grecque, romaine, byzantine, arabe, ottomane, turc, russe... Et la liste n'est pas exhaustive.

Aujourd'hui près de la moitié des Arméniens dans le monde vit à l'extérieur de l'Arménie. La population dans le pays même est officiellement de 2,991 millions d'habitants (2004), mais ce chiffre officiel est communément considéré comme très surestimé. En réalité il n'y aurait pas plus de 2 millions d'habitants, ceci en raison d'une forte émigration non-officielle et difficilement quantifiable. Des communautés arméniennes sont apparues au Moyen-Orient, en Russie, en Pologne, en Europe occidentale, en Inde et en Amérique du Nord, où les Arméniens ont acquis une réputation

pour leurs talents dans l'artisanat et le commerce. En l'absence de statistiques précises, on considère que la *diaspora* arménienne est à peu près équitablement répartie: environ 1,5 million d'Arméniens se trouvent dans les autres républiques de l'ancienne Union Soviétique et approximativement 1,5 million d'entre eux résident dans le reste du monde. On en dénombre 1,2 million au Canada et aux États-Unis, 900 000 en Afrique, un autre 900 000 en Syrie et au Liban (dont 235 000 au Liban, c'est à dire 4% de la population libanaise où ils constituent 2 des 18 communautés officielles), 700 000 dans l'Union européenne et 200 000 en Amérique latine. On observe cependant récemment une nouvelle migration d'Arméniens de l'ex-Union Soviétique vers l'Amérique. La république d'Arménie post-communiste a établi une définition officielle de la nation arménienne qui inclut les communautés les plus éloignées, une politique qui s'accorde aux sentiments de nombreux Arméniens de la *diaspora*.

La *diaspora* préserve sa cohésion grâce à l'église, aux partis politiques (en dépit de leur mutuelle hostilité), aux organisations caritatives, et à un réseau de journaux publiés en arménien et dans d'autres langues. Les immigrés arméniens aux États-Unis ont financé huit postes de professeurs d'études arméniennes. Avec la réémergence d'une Arménie indépendante, la *diaspora* a créé des industries, une université technique, des programmes d'échange et des centres médicaux en Arménie. Plusieurs éminents membres de la *diaspora* ont servi au sein du gouvernement arménien. Bien que le nombre d'Arméniens aux États-Unis soit inconnu, on estime qu'il varie entre cinq cent mille et deux millions. Comme ces derniers ne figurent pas sur les listes ethniques du bureau américain de recensement, la plupart d'entre eux cochent la case « blanc » sur le formulaire de recensement. Mais celui-ci nous enseigne cependant qu'il y avait effectivement plus de deux cent mille locuteurs arméniens aux États-Unis en 2000. Environ la moitié de la population arménienne réside en Californie, en grande partie dans les villes de Glendale, Fresno, Visalia, Los Angeles et San Francisco. La communauté de Los Angeles est la troisième plus importante après celles d'Arménie et de Russie. La ville californienne de Glendale est à 60% arménienne. Avec près de cent mille personnes, la grande agglomération de New York rassemble la deuxième plus importante concentration d'Arméniens américains du pays. Aujourd'hui, la Californie accueille des *show* télévisés, journaux, maisons de

retraite, églises, écoles, et des organisations culturelles américano-arméniennes. La Californie a également produit de nombreux arméniens américains remarquables, dont des hommes d'affaires. Un Arménien américain, George Deukmejian, a même été élu gouverneur de l'État. Les Arméniens américains qui vivent en Californie aujourd'hui constituent un groupe très diversifié. Ils y ont trouvé un nouveau foyer dont le paysage leur rappelle littéralement leur terre natale. En somme, la Californie a permis aux Arméniens d'établir de fortes communautés dans lesquelles ils parviennent à mêler certaines traditions du Vieux Monde aux libertés du Nouveau Monde.

L'Arménie est de nos jours la république caucasienne la moins favorisée. Elle est petite, montagneuse, enclavée, sans richesses naturelles et son agriculture est plutôt pauvre. De plus, chrétienne, elle entretient des relations souvent difficiles avec son voisinage majoritairement musulman. Il est dit que l'Arménie est une « poussière de chrétienté » aux frontières du monde musulman⁵. Mais sa religion chrétienne est un attribut culturel qui a, depuis presque deux millénaires, renforcé son identité qui a résisté à toute atteinte à son existence. En effet, en 301, l'Arménie est le premier pays où le christianisme devient religion d'État. L'église reste strictement et purement arménienne, indépendante à la fois de l'église catholique et l'église orthodoxe. La culture arménienne et la religion sont indissociables. Mais même humiliée, persécutée, martyrisée par l'histoire, l'Arménie est riche de sa foi et persiste à maintenir, envers et contre tout, le christianisme qui lui est propre. L'église nationale continue de réunir la plupart des Arméniens. Elle a créé un puissant réseau d'écoles du dimanche, de mouvements de jeunesse et de ligues de vie chrétienne. Comme l'historienne Martine Hovanessian le remarque, les populations, qui se réfèrent à une dimension à la fois historique et religieuse du peuple, ont plus de chances de survivre en tant que *diaspora*. C'est le cas des Juifs et des Arméniens, dont la définition est indissolublement ethnique, nationale et religieuse. Hovanessian donne l'exemple des premières générations d'Arméniens installés en France qui ont reconstitué leur identité autour de la religion et de la langue, étroitement liées l'une à l'autre. L'église arménienne constituait l'institution essentielle pour rassembler tous les Arméniens, par-delà leur diversité et leurs dissensions, et entretenir l'identité autour d'une institution commune⁶. Celle-ci est portée par une élite « diasporique » qui a su entretenir et renforcer des liens transversaux d'une

population dispersée ainsi qu'une solidarité verticale au sein de chaque communauté exilée.

Les Arméniens possèdent leur propre langue ainsi que leur propre alphabet, qui fut créé en 400 après J.-C. par le prêtre et moine Mesrop Machtots (361-440). Il permit ainsi à l'arménien de devenir une langue écrite, encore en usage. Il n'est pas étonnant que la Bible ait été le premier texte traduit, au demeurant par Mesrop Machtots lui-même. Le fait d'avoir un alphabet propre à sa langue ajoute un rempart de plus à la défense et perpétuation de la culture arménienne. En conséquence, les Arméniens ont pu éviter plus efficacement la dilution de leur culture et de leur religion. Situation qui contraste, par exemple, avec celle des Vietnamiens dépourvus d'alphabet spécifique, et dont la langue écrite en idéogrammes chinois a été transcrite en alphabet latin au XVI^e siècle (le *Quốc Ngữ*) afin de faciliter la pénétration culturelle occidentale⁷. La langue moderne arménienne, parlée par environ 4 millions de personnes, a subi deux évolutions : dans le nord-ouest de l'Iran et en Arménie, on parle un arménien oriental, quelque peu réformé et d'où procède une orthographe simplifiée ; au Proche- et au Moyen-Orient, ainsi qu'au sein de la *diaspora*, on parle un arménien occidental, fidèle à son origine à la fois classique et populaire, qui était pratiqué dans l'ancienne région arménienne qui se trouve aujourd'hui en Turquie. Les spécialistes s'accordent à constater que la langue moderne conserve une continuité rare avec la langue parlée au cinquième siècle. La langue arménienne est aujourd'hui enseignée dans de grandes universités d'Europe et d'Amérique. Seulement 4% de la population en Arménie ne parle pas la langue, 75% de la population parle aussi le Russe et la plupart des Arméniens à Erevan peuvent communiquer en russe. Néanmoins, l'Anglais est en train de prendre une place de plus en plus importante. Il faut noter que le taux d'alphabétisation est de 99%, un atout considérable dans les économies post-industrielles de plus en plus mondialisées.

Les *diasporas* parviennent à influencer la politique extérieure de leur pays d'accueil, surtout envers leur foyer d'origine. En régime démocratique, cette capacité d'influence passe par la constitution de groupes d'intérêts capables d'exercer une pression sur les pouvoirs législatif et exécutif. C'est le cas en France et plus encore aux États-Unis, où les « lobbies » – appelés ainsi

par leurs adversaires – parviennent à infléchir la diplomatie. On accepte plus facilement outre-Atlantique qu’ailleurs leur action, considérée comme une norme de la pratique démocratique. Les *diasporas* ont ainsi réussi à promouvoir et défendre leurs communautés ethniques et religieuses. C’est en l’espèce le cas de l’*Armenian National Committee of America (ANCA)*. Même si cet dernier n’est pas encore parvenu à faire voter un texte reconnaissant le génocide arménien, comme en France, on peut porter à son actif le vote de substantiels crédits consacrés au développement économique de l’Arménie – qui devient, après Israël, le pays le plus subventionné par le gouvernement américain par tête d’habitant. L’ANCA surveille aussi de très près la diplomatie américaine envers la Turquie.

De plus, depuis la fin des années 1980, la *diaspora* a également aidé la nouvelle république à travers ses groupes de pression en France, en Russie, au Canada, et dans d’autres pays. Grâce à ces groupes, l’Arménie a été un des principaux bénéficiaires de l’aide officielle étrangère délivrée par les États-Unis : pour la seule année 2001 les États-Unis ont fourni à l’Arménie environ 110 millions de dollars à travers différents programmes d’aide; seul Israël a reçu des États-Unis davantage que l’Arménie en aide étrangère par habitant. Dans le même temps, l’existence de fortes connexions arméniennes au Kremlin a facilité l’adoption de lois favorables aux Arméniens, accordant aux citoyens de l’Arménie un statut similaire à celui des citoyens russes, simplifiant les transactions commerciales entre les deux États et permettant aux citoyens arméniens et russes de se rendre sans *visa* dans leurs pays respectifs⁸.

Après la fin de la guerre froide et la dislocation de l’Union soviétique, les États-Unis ont reconnu l’indépendance de l’Arménie le 25 décembre 1991 et les deux pays ont établi des relations diplomatiques en janvier 1992. Les États-Unis et l’Arménie ont ouvert des ambassades dans leurs capitales respectives le mois suivant. D’ailleurs, l’ambassade américaine à Erevan, bâtie sur un terrain d’une superficie de neuf hectares, représente aujourd’hui une des plus grandes, si ce n’est la plus grande mission diplomatique américaine au monde. Pour un certain nombre d’observateurs, ce projet de nouvelle ambassade américaine en Arménie, reposant sur un budget de 80 millions de dollars, serait la manifestation symbolique d’un intérêt croissant des États-Unis vis-à-vis de ce pays. Quoi qu’il en soit, les États-Unis ont fait un effort

important pour aider l'Arménie, ainsi que les autres États indépendants durant leur difficile transition du totalitarisme et d'une économie dirigée vers la démocratie et un marché libre. Dans le cadre de plusieurs programmes, les États-Unis ont fourni près de 1,5 milliard de dollar d'aide humanitaire et technique à l'Arménie⁹. Erevan a aussi signé plusieurs accords avec Washington, liés au commerce entre les deux pays. Environ 70 compagnies américaines font actuellement des affaires en Arménie, y compris des multinationales comme Procter & Gamble, M&M-Mars, Xerox, Dell, et IBM. Des projets d'investissement américains récents comprennent l'Hotel Armenia, l'Hotel Ani Plaza, Tufenkian Holdings (production de tapis et meubles, hôtels, et constructions), plusieurs filiales de compagnies en informatique, basées aux États-Unis, dont Viasphere Technopark, un IT incubateur, une usine d'embouteillage de Coca-Cola; une recherche pétrolière par l'American-Armenian Exploration Company, des lieux de production de bijoux et de textile, une grande usine d'exploitation et de traitement de perlite, et Jermuck Mother Plant, qui produit une des marques les plus populaires d'eau minérale en Arménie.

Pour faciliter la transition vers une économie de marché, les États-Unis continuent de travailler étroitement avec les institutions financières internationales comme le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Par conséquent l'Arménie s'est engagée dans un programme ambitieux de réformes, qui a permis le passage progressif de l'octroi d'une aide humanitaire vers une assistance au développement structurel. Les programmes américains d'aide économique, principalement sous l'administration de l'*USAID* (l'Agence Américaine pour le Développement International), ont trois objectifs : aider à créer un cadre légal, réglementaire et politique pour faciliter la concurrence et la croissance économique en matière d'énergie, d'agriculture, de logement, et dans d'autres secteurs ; promouvoir une réforme fiscale ; et développer un secteur privé financier compétitif et efficace. Par ailleurs le Département d'État, les ministères de l'Agriculture, du Trésor, de la Défense, du Commerce et le « *Peace Corps* », soutiennent d'autres projets d'aide.

Des programmes spécifiques à l'*USAID* se déploient dans de multiples domaines : le développement d'un secteur privé et de petites et moyennes

entreprises (incluant des projets de micro crédit), la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance (incluant la promotion d'une société civile informée et active), la réforme du secteur social (prévoyant des avantages sociaux pour des populations vulnérables et une formation professionnelle ciblée), la réforme du secteur de la santé (avec l'amélioration de la gestion et la fourniture de services de santé de base en insistant sur la médecine préventive), et l'aide aux zones sismiques (qui fournit des logements et relance l'aide économique aux victimes du grave tremblement de terre de 1988). Grâce à ce dernier programme, plus de 4000 familles qui ont perdu leurs maisons ont bénéficié d'un plan qui leur a fourni un logement permanente et convenable. Le ministère américain de l'Agriculture délivre des conseils et des aides aux fermiers dans toutes les provinces arméniennes, facilite la formation d'associations agricoles et l'initiative commerciale, fournit des micro crédits aux producteurs agricoles, et a établi un plan pour plusieurs associations dans le domaine agro-industriel afin de relancer la production et l'exportation de légumes, de fruits et d'autres produits agricoles arméniens.

Au total, au cours de la dernière décennie, le gouvernement américain a fourni plus de 1.4 milliard de dollar d'aide à l'Arménie, ce qui représente le montant le plus élevé par tête dans la région. À l'origine, l'aide humanitaire représentait près de 85% de ce total, en raison d'une conjoncture très difficile. La fermeture des frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, liée au conflit du Nagorno-Karabakh qui a encore aggravé une situation économique déjà désastreuse en raison des destructions causées dans le nord de l'Arménie par le séisme dévastateur de 1988, d'où la quasi paralysie de la plupart des usines du pays. Mais avec l'amélioration de la situation, la stabilisation de l'économie et l'accroissement de la production énergétique -dont le redémarrage de la centrale nucléaire de Metsamor- les programmes américains ont délaissé leurs perspectives d'aide humanitaire pour s'orienter vers des objectifs d'aide au développement à long terme. Dans la perspective d'une aide visant une évolution de fond et un acheminement vers la démocratie, les moyens techniques et les programmes de formation ont été fournis dans de nombreux domaines (administration municipale, relations intergouvernementales, affaires publiques, politique étrangère et diplomatie, établissement d'un État de droit et rédaction d'une nouvelle constitution). Certains programmes ont porté sur la promotion d'élections conformes aux

critères internationaux, sur le renforcement des partis politiques et sur le soutien à l'établissement d'une justice et de *media* indépendants. Ceci inclut le financement de programmes d'aide aux organisations de la société civile et aux ONG locales. L'*USAID* a financé des groupes internationaux et locaux chargés de contrôler des élections nationales. L'agence a aussi financé des programmes destinés à former les électeurs et renforcer le rôle d'un ensemble d'organisations civiques dans le *processus* démocratique.

Les programmes d'échange éducatif du Département d'État et de l'*USAID* jouent un rôle important en soutenant les réformes orientées vers la démocratie et une économie de libre marché. Une aide en matière de traduction et de publication d'informations a également été fournie. Les programmes d'échange aux États-Unis au profit d'avocats, juges, membres de partis politiques, hommes et femmes d'affaires, responsables gouvernementaux, membres actifs des ONG, journalistes, et autres personnalités publiques arméniennes, portent sur divers domaines : le système judiciaire et politique arménien, la privatisation, des secteurs d'affaires particuliers, les *media* et la société civile notamment. Le Département d'État finance un projet en cours destiné à fournir une connexion Internet aux écoles du pays à différents niveaux; ces établissements offrent des possibilités en matière d'éducation et contribuent au renforcement de la communauté. L'Université américaine d'Arménie (AUA) offre notamment des programmes universitaires en gestion. L'université doit son existence aux efforts combinés du gouvernement arménien, de l'Union générale de bienfaisance arménienne (UGAB)¹⁰, de l'*USAID* et de l'École de droit Boalt Hall à l'Université de Californie, Berkeley. Les programmes supplémentaires et la bibliothèque de l'AUA constituent un nouveau centre de la vie intellectuelle anglophone dans la ville. Nombre de jeunes entrepreneurs qui connaissent la plus grande réussite sont diplômés de cette institution.

Mais l'aide dispensée par le gouvernement américain ne constitue qu'un seul volet de la réussite de la diaspora arménienne aux États-Unis. Les associations privées, et la société civile, ont joué un rôle de premier plan dans la collecte, le transfert et la distribution des ressources financières et techniques en Arménie. Le mouvement humanitaire suscité par le puissant

tremblement de terre de 1988 et la liberté de circulation nouvellement acquise lors de l'indépendance ont réveillé la conscience des communautés diasporiques et institué de nouveaux liens de solidarité. Pour canaliser l'aide économique qui s'ajoute aux échanges personnels, le gouvernement d'Erevan encourage ses compatriotes de la *diaspora* à alimenter par leurs dons des fonds spécialement créés dans le pays où ils résident. En outre, dans les villes et dans les régions où ils sont implantés, les Arméniens du monde entier entreprennent de nombreux jumelages et coopérations. En dehors de l'Arménie les études arméniennes prennent une place de plus en plus importante. Les arts plastiques, la musique et la littérature ancienne et moderne sont de plus en plus reconnus.

Au total, la *diaspora* a fourni une aide humanitaire massive à l'Arménie. Selon une estimation, quatorze grandes organisations lui ont fourni 630 millions de dollars d'aide au cours de la décennie qui a suivi le tremblement de terre¹¹. Par exemple, grâce à un don généreux du milliardaire américain d'origine arménienne Kirk Kerkorian, la ville d'Erevan s'est offert un nouveau visage. Propriétaire, notamment, des studios de la Metro-Goldwyn-Mayer (MGM) à Hollywood et d'hôtels à Las Vegas, M. Kerkorian a, depuis 2001, sorti de ses propres poches 170 millions de dollars consacrés à la construction de routes et de logements dans la région des tremblements de terre. Son aide porte également sur des prêts aux petites entreprises. Égale au tiers du budget annuel de l'État, cette somme tirée d'une fortune personnelle a créé des emplois pour quelques 20 000 personnes¹². Le très riche M. Kerkorian n'est qu'un exemple éclatant parmi d'autres. Indépendamment des dons alloués par la *diaspora*, on trouve aussi des investissements venus de l'extérieur. Conscient de l'importance de ce flux d'argent, l'État arménien organise des colloques invitant les Arméniens de l'étranger à investir dans le pays.

Mais la participation de la *diaspora* à l'essor de l'Arménie indépendante va au-delà de l'humanitaire et de l'économique et investit aussi la politique. Le tout premier ministre des affaires étrangères fut l'Américain Arménien Raffi Hovannesian, fils du célèbre historien Richard Hovannesian. Après qu'il eut donné sa démission en 1992, la politique étrangère devint essentiellement le domaine du conseiller présidentiel, le spécialiste de sciences politiques Gerard Libaridian, né au Liban avant d'être résident des États-Unis. Le ministre des

affaires étrangères actuel, M. Vartan Oskanian, est né en Syrie mais a été formé aux États-Unis. C'est là une autre illustration de l'influence de la *diaspora* sur la politique étrangère du pays¹³. Cet afflux d'argent, de compétences techniques et intellectuelles, et de personnes résulte de la construction d'une identité nationale mythique en *diaspora*. Cependant, cette identité culturelle a conféré une puissance évocatrice sans commune mesure avec la réalité concrète et la rudesse du pays tel qu'il apparut à ceux qui ont voulu rentrer. À l'inverse, les Arméniens d'Arménie quittent leur pays pour s'installer et travailler dans la *diaspora*. De plus, de nos jours les communications sur le net permettent de créer en quelque sorte des « *diasporas* virtuelles ». Un bref recensement récent repère 276 sites Internet consacrés à la culture arménienne¹⁴.

L'œuvre de la *diaspora*, aux États-Unis comme ailleurs, est incontestablement impressionnante. Mais à l'instar de tout *lobby* ethnico-religieux son influence s'arrête là où les intérêts nationaux plus larges entrent en jeu. La géostratégie prime toujours sur la politique de pression des groupes d'intérêts. L'exemple de la politique étrangère américaine ne déroge pas à cette règle. Au-delà de l'Arménie proprement dite, les États-Unis poursuivent trois objectifs dans le Caucase du sud: l'établissement de la stabilité et de la sécurité régionales, le développement économique dans une perspective d'interaction entre les trois pays (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), et la construction d'institutions démocratiques -sur laquelle reposent les deux premières priorités. Dans une perspective de *realpolitik*, la sécurité et la prospérité de la région sont nécessaires pour assurer sans encombre l'exploitation et l'expédition des ressources pétrolières de la mer Caspienne vers la Méditerranée et l'occident, surtout l'Europe. Les gisements pétrolifères du bassin de la mer Caspienne s'élèvent à environ 200 milliards de barils, une estimation de 4 000 milliards de dollars de réserves d'or noir¹⁵.

De même que la politique étrangère américaine en Arménie s'inscrit dans une perspective régionale, celle-ci se conçoit aussi en fonction des intérêts russes et turcs et, bien entendu, des contentieux avec le régime iranien. Les Américains s'inquiètent par exemple des livraisons de gaz naturel iranien à l'Arménie et des investissements de Téhéran dans le secteur, même s'ils demeurent bien conscients du manque criant de sources d'énergie en

Arménie. Washington souhaiterait limiter la dépendance énergétique d'Erevan vis-à-vis du régime des mollahs, qui à déjà conduit l'Arménie à des silences diplomatiques embarrassants : la déclaration récente du président iranien Ahmadinejad appelant à rayer l'État d'Israël de la carte du monde n'ont suscité aucune protestation à Erevan, attitude au demeurant paradoxale pour un pays réclamant la reconnaissance du génocide de son peuple. Il faut en revanche noter que l'Iran a déjà reconnu officiellement le génocide arménien, démarche officielle que le gouvernement israélien, qui soigne ses relations avec la Turquie, n'a pas encore accomplie.

Jusqu'à la période très récente qui commence avec l'indépendance de l'Arménie, il n'y avait pas de relations directes entre Washington et Erevan. En effet la politique étrangère américaine épousait simplement un certain rapport avec la cause arménienne soutenue par sa *diaspora*. Les États-Unis n'avaient aucun intérêt politique lié à l'Arménie, et la cause arménienne n'avait aucune valeur sous l'angle des intérêts stratégiques américains. Autrement dit, l'Arménie était essentiellement à la marge des priorités nationales des États-Unis. À la limite, l'Arménie pouvait par sa *diaspora* être utilisé dans le but d'infléchir l'influence de la Russie. Ce dernier but prendra une place plus centrale avec l'indépendance arménienne. C'est la raison pour laquelle Washington voudrait qu'Erevan mène une politique équilibrée, indépendante à la fois de la Russie et de l'Iran. Les relations actuelles américano-azéries peuvent être évaluées de la même manière. Dans cette optique la résolution pacifique du problème du Nagorno-Karabakh garderait toute son urgence et sa centralité. Les négociations pour une telle résolution pacifique du conflit sont en cours depuis 1992, sous l'égide du groupe de Minsk de l'OSCE. Le groupe de Minsk est actuellement co-dirigé par les États-Unis, la France et la Russie, et comprend plusieurs nations de l'Europe occidentale ainsi que les pays concernés. Les pourparlers portent sur le statut du Nagorno-Karabakh, le retour des réfugiés, la fin des blocus, le retrait des territoires occupés, le statut du couloir de Lachin, qui relie le Nagorno-Karabakh à l'Arménie. Ce conflit a coûté la vie à plusieurs milliers de personnes, engendré un million de réfugiés et de personnes déplacées, et occasionné des déconvenues économiques pour l'Arménie. Il ne s'agit pas ici d'analyser les enjeux du conflit, mais de remarquer que les pays qui co-président le groupe de Minsk sont ceux où résident les *diasporas* arméniennes les plus importantes.

Un incident récent permet de mettre en lumière la portée de l'influence de la *diaspora*, mais aussi ses limites, dès lors qu'elle se heurte aux intérêts stratégiques d'un État. Au mois de Février 2005, l'ambassadeur des États-Unis en Arménie, John Marshall Evans, à l'occasion d'une tournée des communautés arméniennes américaines en Californie et sur la côte est, a reconnu à plusieurs reprises la réalité du génocide arménien en employant expressément le terme « génocide ». L'ambassadeur, qui a étudié l'histoire de la Russie aux universités de Yale et Columbia et l'histoire de l'empire ottoman à l'institut Kennan, a souligné: « Nous, le gouvernement des États-Unis, vous devons, comme compatriotes, de parler de ce problème de façon plus franche et honnête. Aujourd'hui, pour quelqu'un qui a étudié la question, il n'y a aucun doute dans mon esprit au regard de ce qui est arrivé ». Il a expliqué qu'il avait aussi pris conseil auprès d'un juriste du département d'État qui a confirmé que les événements de 1915 étaient juridiquement « un génocide par définition ». Evans s'est empressé de souligner que ses propos exprimaient un avis personnel et ne reflétaient pas un changement dans la politique du gouvernement américain, qui continue d'utiliser une terminologie floue et ambiguë à propos du génocide arménien. Naturellement les Arméniens américains ont été particulièrement sensibles à la franchise avec laquelle l'ambassadeur s'est exprimé, accueillant avec satisfaction ses propos et notant qu'Evans était le premier officiel américain, depuis le président Ronald Reagan en 1981, à qualifier les massacres des Arméniens de génocide. Une association de diplomates américains a même décerné à Evans un prix récompensant le courage de ses propos tenus à l'encontre de la position officielle. Mais les déclarations de l'ambassadeur, bien que dispensées à titre personnel et « de sa propre initiative » ont rendu la Turquie furieuse. John Evans a alors dû revenir sur ses propos et fut obligé de remplacer « génocide » par « tragédie arménienne ». Il a déclaré : « plusieurs malentendus ont succédé à certains discours que j'ai tenus lors de rencontres informelles avec la communauté arménienne américaine aux États-Unis sur la caractérisation de la tragédie arménienne... »¹⁶. L'administration du Président George W. Bush évite toujours d'utiliser le terme « génocide » afin de ne pas provoquer la colère de la Turquie, membre de longue date de l'OTAN, naguère rempart contre le communisme, et de nos jours contre l'islamisme radical. D'ailleurs sur le plan régional du Caucase du Sud, la perspective d'une réconciliation turco-arménienne s'inscrit dans la

recherche d'une stabilité entre les protagonistes de cette partie du monde, qui reste encore, comme depuis des millénaires, un carrefour d'intérêts lointains.

*Professeur de Sciences Politiques à l'Université américaine de Paris.

Note

1. Sur la géopolitique des diasporas voir, par exemple, Yves Lacoste, "Géopolitique des diasporas", *Hérodote*, n° 53, 1989. Voir aussi Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, *Atlas des diasporas*, Odile Jacob, 1991.
2. Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper, *Diasporas et Nations*, Odile Jacob, 2006, pp. 215-6. Une très féconde analyse du concept de *diaspora*.
3. *Ibid.* pp. 25-6. On trouvera l'argumentation en faveur du concept de « collectivité historique » dans Dominique Schnapper, *La relation à l'autre : Au cœur de la pensée sociologique*, Gallimard, 1998, p.75.
4. Annie et Jean-Pierre Mahé, *L'Arménie à l'épreuve des siècles* (Découvertes Gallimard, 2005). Une brève mais complète histoire qui comporte une belle iconographie.
5. Les présentations d'une histoire brève de l'Arménie sont assez nombreuses. Voir par exemple Annie et Jean-Pierre Mahé *op. cit.* Sur le net on trouve le *Armeniapedia: the online Armenia Encyclopedia* (www.armeniapedia.org). Aussi le site web de Armenian Studies Program de California State University, Fresno (armenianstudies.csufresno.edu). L'Université de Michigan-Dearborn possède un centre consacré à l'étude des Arméniens et un centre de recherches arméniennes. Pour les statistiques sur l'Arménie voir *CIA World Factbook* on line et le site web du U.S. Department of State.
6. Martine Hovanessian, *Le lien communautaire : Trois générations d'Arméniens*, Armand Colin, 1992.
7. Il est pas sans intérêt pour comprendre la solidité de la défense de la langue arménienne de voir le caractère distinctif de son alphabet :

8. Aleksandr V. Gevorkyan et David A. Grigorian, « Armenia and Its Diaspora: Is There Scope for a Stronger Economic Link? » *Armenian Forum* 3, no.2, The Gomidas Institute, 2003. Disponible sur le net.
9. Les programmes d'assistance américains à l'Arménie sont exposés en détail sur le site de l'ambassade d'Erevan : www.usa.am/assistance/.
10. UGAB, basée a aux USA, mais avec des filiales dans le monde entier, déploie en Arménie comme dans toute la diaspora des programmes humanitaires et culturels.
11. Aleksandr V. Gevorkyan et David A. Grigorian, *op. cit.*
12. Vicken Cheterian, « La diaspora arménienne revient à la maison », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, p.14. Disponible sur let net à monde-diplomatique.fr/2004/01/Cheterian/10923
13. *Ibid.*
14. Cité dans *Diasporas et Nations* p. 127.
15. George Lenczowski, «The Caspian Oil and Gas Basin: A New Source of Wealth? » *Middle East Policy*, Janvier 1997, Vol. 5, No. 1. Voir aussi Joseph Jofi, *Pipeline Democracy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan* (Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, 1999). Pour un point de vue arménien, voir Aram Harutyunyan (Armenian Center for National and International Studies), «Armenia as a Factor of Balance in the Southern Caucasus Region », Janvier 2004, disponible sur l'internet sur www.bmlv.gv.at. On trouve une brève analyse en français dans Annie Jafalian, « Arménie/États-Unis : les épreuves de la coopération », *Caucuz* (Janv. 18, 2005). Disponible sur le net à caucuz.com. A. Jafalian est chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).
16. Les commentaires sur la polémique autour des propos d'Ambassadeur Evans sont assez abondants. On citera en premier lieu les archives du site internet de ambassade américaine à Erevan. L'incident fait l'objet d'un article du *Washington Post* (Glenn Kessler, « Association Withdraws Award to U.S. Envoy : Ambassador Was to Be Honored for Dissent », 9 juin 2005, p A19). Des informations sont bien évidemment disponibles sur le site internet de l'Armenian National Committee of America (par exemple le *Press Release* du 2 Février 2005). Voir aussi en français:

« L'ambassadeur américain John Evans revient sur ses propos concernant le génocide et le Karabakh », *Nouvelles d'Arménie*, 2 mars 2005, et « Le Christian A. Herter Award le plus court ! », *Ibid.*, 13 juin 2005.

Bibliographie

Anteby-Yemini Lisa, Berthomière William et Sheffer Gabriel, *Les Diasporas : 2 000 ans d'histoire*, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

Bakalian Anny, *Armenian Americans : From Being to Feeling Armenian* (Transaction, 1993)

Bordes-Benayoun Chantal et Schnapper Dominique, *Diasporas et Nations*, Odile Jacob, 2006.

Bruneau Michel, *Diasporas*, GIP Reclus, 1995

Chaliand Gérard et Rageau Jean-Pierre *Atlas des diasporas*, Odile Jacob, 1991.

Cheterian Vicken « La diaspora arménienne revient à la maison », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, p.14.

Dufoix Stéphane, *Les Diasporas*, PUF, coll. « Que-sais-je ? », 2003.

Gevorkyan Aleksandr V. et David A. Grigorian, « Armenia and Its Diaspora: Is There Scope for a Stronger Economic Link? » *Armenian Forum* 3, no.2, The Gomidas Institute, 2003. Disponible sur le net.

Harutyunyan Aram, « Armenia as a Factor of Balance in the Southern Caucasus Region », Janvier 2004. Disponible sur le net à www.bmlv.gv.at.

Hovanessian Martine, *Le lien communautaire : Trois générations d'Arméniens*, Armand Colin, 1992.

Hovanessian Martine, « La notion de *diaspora* : les évolutions d'une conscience de la dispersion à travers l'exemple arménien » in *Les Diasporas : 2 000 ans d'histoire*, sous la direction de Anteby-Yemini Lisa et al.

- Jafalian Annie, « Arménie/États-Unis : les épreuves de la coopération », in *Caucuz*, Janv. 18, 2005. Disponible sur le net à caucuz.com.
- Jofi Joseph, *Pipeline Democracy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan*, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, 1999.
- Jourdan, Laurence, *Le Génocide Arménien*, Un film documentaire de « La Comapagnie des Phares et Balises / Arte », 2005. Disponible en DVD.
- Lacoste, Yves "Géopolitique des diasporas", *Hérodote*, n° 53, 1989.
- Lenczowski George, «The Caspian Oil and Gas Basin: A New Source of Wealth? » in *Middle East Policy*, Janvier 1997, Vol. 5, No. 1.
- Mahé Annie et Jean-Pierre, *L'Arménie à l'épreuve des siècles*, Gallimard, 2005.
- Payaslian Simon, *United States Policy toward the Armenian Question and the Armenian Genocide*, Palgrave Macmillan, 2005.
- Schnapper, Dominique, *La relation à l'autre : Au cœur de la pensée sociologique*, Gallimard, 1998.
- Schnapper Dominique, « De l'État-Nation au monde Transnational : du sens et de l'utilité du concept de *diaspora* » in *Les Diasporas : 2 000 ans d'histoire*, Presses Universitaires de Rennes, 2005.
- Pour les statistiques de l'Arménie voir *CIA World Factbook* (www.cia.gov/cia/publications/factbook).
- Pour les positions officielles du gouvernement américain voir le site internet du U.S. Department of State, spécialement le *Background Note: Armenia*, United States Department of State (www.state.gov), et le site internet de l'ambassade des États-Unis à Erevan.
- Beaucoup d'informations disponibles sur l'Arménie sur *Armeniapedia: the online Armenia Encyclopedia* (www.armeniapedia.org).

